

## **L'INTERMINABLE TRANSITION ANGOLAISE ET LES MULTIPLES DANGERS DE L'INCERTITUDE POLITIQUE**

En annonçant le 6 juin 1996 le limogeage de l'équipe gouvernementale de M. Marcolino Moco, en place depuis la victoire électorale du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) aux législatives de septembre 1992, le chef de l'État angolais était censé répondre à une triple attente du pays tout entier, face à la conjoncture. D'une part, qu'il rompit son silence prolongé, alors que le pays était depuis de longs mois aux prises avec une situation pour le moins hypertendue, voire socialement explosive – cet interminable silence était en effet de plus en plus perçu comme une attitude démissionnaire, ou même un aveu d'impuissance de la part d'un chef d'État déjà assez avare de discours et de paroles. D'autre part, qu'il se prononçât sur la situation sociale elle-même : jamais sans doute, depuis 1977, l'Angola n'aura été si clairement et si dangereusement au bord de la rupture sociale. En troisième lieu, qu'il apportât des éclaircissements sur les points les plus ambigus et donnât enfin son opinion sur les méandres du processus de paix : fatiguant, saturant, celui-ci semblait suspendu aux lèvres d'un seul homme, Alioune Blondin Beye, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, et aux discours et déclarations publiques de Jonas Savimbi, le chef rebelle. Ce dernier, plus prolix en interventions opportunes, semblait même être, dans l'opinion angolaise en général, le véritable meneur de jeu dans cette guérilla politico-diplomatique que ne cessent de se livrer les deux principaux protagonistes depuis le début du processus de paix. Cette attente a-t-elle été satisfaite ? Et quelles perspectives pour l'économie, et, partant, la situation sociale en Angola ?

Sorti victorieux des premières élections démocratiques de l'histoire du pays, le MPLA vit cependant une situation de crise interne, politique et structurelle, une réelle difficulté à capitaliser sa nouvelle légitimité politique, qui plus est dans un contexte de mise en application d'un processus de paix, dont les multiples intervenants entrent constamment en collision avec la notion même de souveraineté nationale de l'État angolais, et des institutions légitimes issues des élections de 1992. Cette situation de

virtuelle confusion politique inquiète à plus d'un titre, en particulier face au mécontentement qui atteint profondément la société angolaise dans son ensemble. Quelle porte de sortie le MPLA lui-même, dont l'histoire est rythmée par des crises internes récurrentes, va-t-il trouver pour d'une part réaffirmer son autorité sur les institutions gouvernementales, et d'autre part – surtout – reprendre un peu de crédit auprès d'une base sociale travaillée par un fort courant de contestation sociale, voire politique ?

### **Le sens d'une lutte au sommet**

Le président José Eduardo dos Santos n'a pas véritablement pris de court les observateurs, ni même l'opinion publique angolaise en général, en annonçant le limogeage de Marcolino Moco. Les rapports entre le *Futungo de Belas* (résidence du chef de l'État) et la *Cidade Alta* (siège du gouvernement) avaient cessé d'être pacifiques dès les premiers mois du gouvernement Moco. Cette déchéance est bel et bien le dénouement d'une mort annoncée, dont la chronologie était pratiquement du domaine public. En effet, à peine plus de deux mois après sa prise de fonctions, Marcolino Moco s'était vu obligé par le chef de l'État à se débarrasser de son ministre des Finances et du gouverneur de la Banque centrale d'Angola. Motifs : ces deux personnages auraient pris, à l'insu du chef de l'État, des initiatives en vue de corriger le taux de change du kwanza (monnaie angolaise) face au dollar américain, et de procéder à la vente aux enchères de devises. Ces mesures n'étaient pas pour déplaire aux divers secteurs sociaux qui estimaient que cela eût permis de stopper la dérive sociale qui s'annonçait déjà dès 1992, face à l'inflation galopante. D'où l'installation dès lors d'un climat de méfiance vis-à-vis de toutes les interventions présidentielles dans la conduite de la politique économique et sociale. Cette méfiance va se renforcer et tourner tout simplement au discrédit à mesure que vont se succéder les titulaires des portefeuilles cruciaux que sont l'économie et les finances, et de la Banque centrale : cinq ministres des Finances et trois gouverneurs de la Banque centrale en l'espace de quatre ans...

À plusieurs occasions, le chef de l'État fit des remontrances publiques au gouvernement pour son « inefficacité », lui faisant coiffer à l'occasion l'échec des divers programmes de restructuration ou autres programmes d'urgence destinés à faire face à la dérive de la situation socio-économique. L'apparente passivité avec laquelle le Premier ministre se faisait imposer ces changements intempestifs allait conférer à son personnage une image de chef de gouvernement impuissant, un « béni-oui-oui » qui se laissait taper sur les doigts comme un vulgaire écolier par un chef de l'État qui s'innocentait avec une étonnante facilité de tous les déboires économiques et sociaux de l'Angola, alors qu'en même temps il apparaissait lui-même de plus en plus coupé du peuple. D'où la notion de gouvernement parallèle du *Futungo*, entendu dans l'opinion publique comme seul véritable maître du jeu politique intérieur, avec alors comme véritable Premier ministre le puissant secrétaire du Conseil du ministres, Carlos Feijó (démis depuis, en même temps que l'équipe de Marcolino Moco). Ce dernier ne rendait-il pas directement compte au chef de l'État, sans même daigner passer par le Premier ministre ? Aujourd'hui, le gouvernement parallèle du *Futungo* apparaît aux yeux de l'opinion publique angolaise comme l'empêcheur de

tourner en rond, auquel, de toute manière, se trouvera confronté tout nouveau chef de gouvernement, quelque volontariste qu'il soit, à moins de prendre le taureau par les cornes et d'entrer en confrontation ouverte avec l'entourage du chef de l'État, et partant, avec ce dernier lui-même. Aucun des personnages pressentis pour ce poste et issus du parti au pouvoir ne semble susceptible de jouer ce rôle de bâlier en vue de forcer la forteresse Futungo. Pas même Lopo de Nascimento, l'actuel secrétaire général du MPLA, dont on estime généralement qu'il aurait eu plus de courage, et ne se serait pas laissé mettre en situation de porter seul le chapeau de la dérive économique et sociale consécutive à l'échec de plans économiques successifs, dans un régime où le chef de l'État détient des pouvoirs si étendus. On reviendra plus loin sur le rapport de force existant entre le secrétaire général et le président du MPLA.

L'étonnement que suscitaient les reproches unilatéraux faits au chef du gouvernement déchu était d'autant plus grand que le chef de l'État préside traditionnellement le Conseil des ministres, et ne peut donc apparaître comme étranger aux échecs répétés de toutes les tentatives de redressement de l'économie angolaise. On comprend dès lors le scepticisme suscité autour de l'annonce d'un changement de cap sur le plan économique et social avec le lancement du programme *Nova vida* proposé par José Eduardo dos Santos lui-même, à l'occasion de l'annonce du limogeage de Marcolino Moco. Le Président angolais n'aura-t-il pas voulu, justement, redorer son blason par une opération cosmétique savamment orchestrée<sup>1</sup>? Premier signe à l'origine de cette interrogation : M. França van Dunem, ancien président de l'Assemblée de la République et nouveau Premier ministre (fonction qu'il avait déjà occupée à la fin des années 1980) a reconduit dans leurs fonctions plus des deux tiers des membres de l'ancienne équipe gouvernementale, justifiant ce fait par les dangers que feraient courir au pays des changements trop radicaux. Deuxième signe : le nouveau Premier ministre a clairement fait comprendre, dès ses premières déclarations à la presse, qu'il s'en tiendrait aux directives supérieures (entendu, du chef de l'État) dans l'exercice de ses fonctions<sup>2</sup>.

Marcolino Moco ne laissera certainement pas de souvenir inoubliable en tant que Premier ministre, loin s'en faut. Moins qu'un échec personnel, la question essentielle est ici plutôt celle de la portée des rapports conflictuels qu'il aura entretenus, en tant que chef de gouvernement, avec le président de la République, des enjeux réels ou supposés visés par José Eduardo dos Santos : pourquoi avoir maintenu pendant près de quatre ans un Premier ministre dont il avait pourtant commencé à « torpiller » l'action dès les deux premiers mois de son mandat ?

1. Le caractère orchestré de l'événement est apparu lors d'une manifestation dite « spontanée » de soutien au chef de l'État à Luanda, à peine quelques heures après son discours, et dont les quelques centaines de participants arboraient cependant des tee-shirts portant son effigie et les slogans *Força Presidente* et *Nova vida*. On a du mal à croire qu'une telle organisation matérielle – commande et impression des tee-shirts, et confection des banderoles –, qui retirait d'ores et déjà le caractère « spontané » que l'on voulait conférer à la manifestation, se soit faite en un temps si court, dans les conditions de l'Angola !

2. *Comércio actualidade* (Luanda), 60, 12 juin 1996.

L'exemple le plus flagrant de la dissonance qui s'était installée entre les deux autorités apparut au moment du lancement du PES – Programme économique et social, élaboré sous la pression du Fonds monétaire international. Très tôt, José Eduardo se désolidarisa du gouvernement, qu'il rendit seul responsable des conséquences sociales de l'application dudit programme. De la sorte, l'échec du PES autant que les retombées sociales des premières tentatives de son application apparurent comme relevant de la seule responsabilité du Premier ministre. Le chef de l'État enfonça le clou lors de ses discours de fin d'année de 1994 et de 1995, dans un désaveu public global de l'action gouvernementale. La logique, aux yeux de l'opinion publique angolaise, était que, face à un tel désaveu, il ne restait plus au chef de l'État qu'à démettre le chef du gouvernement, ou à ce dernier à se démettre. Ni l'un ni l'autre n'en prit l'initiative. Seul le ministre des Finances fut limogé. Nonobstant cela, Marcolino Moco apparut dès lors comme un Premier ministre en sursis, dont le limogeage n'était plus qu'une question de mois, voire de semaines. Le sens commun, par la *vox populi*, trouvait que cette indécision correspondait à une vieille pratique chère au MPLA : on laisse pourrir une situation afin de mieux préparer le châtiment des responsables présumés. C'est en tout cas l'explication que l'on essaya de trouver dans la population à cette situation pour le moins anormale.

José Eduardo dos Santos ne pouvait en fait pas se débarrasser sans autre forme de procès d'un Premier ministre dont le MPLA avait sans doute voulu se servir comme d'un alibi face aux accusations de discrimination ethnique lancées par l'UNITA. Il lui a donc fallu, semble-t-il, un long travail de préparation de l'opinion publique. Pour sa part, Marcolino Moco avait essayé de pallier son impuissance et son apparente impassibilité par sa persistance à continuer d'assumer des fonctions alors que le chef de l'État le disqualifiait de manière plus ou moins ouverte<sup>3</sup>. L'interprétation possible de cette attitude plutôt mal comprise par l'opinion publique semble être le fait que l'ancien Premier ministre avait engagé une sorte de bras de fer passif avec le chef de l'État : puisqu'il l'avait nommé, c'était à lui de le démettre également, et d'en assumer seul les conséquences politiques. Vis-à-vis de qui ? Du peuple umbundu, ou du parti ?

Concernant la première interrogation, il ne semble pas que les enjeux envisagés par l'ancien Premier ministre se soient limités à un horizon ethnique. Bien au contraire. Face au discrédit dans lequel tentait de l'enfermer le chef de l'État, il essaya d'opposer une pratique nationale la plus large possible. C'est ainsi que, prenant le contre-pied de l'immobilisme apparent du chef de l'État et de son enfermement dans le Futungo (ses visites officielles dans les provinces, mise à part la conjoncture spéciale que fut la campagne électorale, sont extrêmement rares, en dix-sept ans de pouvoir), Marcolino Moco essaya de parcourir autant que possible tout l'Angola contrôlé par le gouvernement, et de se donner une stature nationale de trait d'union entre le pays profond et la capitale. Qu'il y ait ou non réussi est une autre question : l'essentiel était ici l'engagement, au sein du MPLA même, d'une bataille de positionnement entre le chef du parti et de l'État et son Premier ministre et membre du Bureau politique du parti.

3. M. Moco déclare en effet n'avoir jamais pensé à démissionner, dans un entretien avec un organe de presse angolais (*Comércio actualidade*, févr. 1996, p. 52) ; cet entretien a été publié ensuite sous forme de fascicule, sous le titre *Falta coerência na aplicação dos princípios que aprovamos*, Luanda, Art Imagem, 1996, 13 p. + annexes photographiques.

D'aucuns attribuaient déjà à Marcolino Moco l'intention de briguer un mandat présidentiel, quitte à faire cavalier seul mais en entraînant derrière lui une base sociale mécontente face à la paupérisation grandissante contrastant avec la visible opulence des hauts dirigeants. Signes de cette évolution : le lancement d'une campagne d'autopromotion politique accompagnée de la publication d'entretiens avec un organe de presse local (voir *supra*), d'un recueil de poèmes (sous un pseudonyme<sup>4</sup>), et surtout d'un livre-bilan à la facture luxueuse, sur papier glacé, avec des photographies retracant certains des moments les plus importants de son mandat, et publié alors qu'il se trouvait encore en fonctions<sup>5</sup>. Malgré sa prudence de langage, et une volonté affichée de ne pas polémiquer, l'ancien Premier ministre a quitté ses fonctions avec amertume et en arguant de n'avoir pas pu disposer de la liberté de manœuvre nécessaire dès les premiers mois de son mandat, reproche indirect au chef de l'État<sup>6</sup>. Ce dernier l'a proposé et fait élire secrétaire général de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), créée en juillet 1996, à Lisbonne, où il va désormais résider pour une nouvelle mission qui ressemble fort à ce qu'un organe de presse local qualifie de situation d'exil<sup>7</sup>.

Pour ce qui est de la seconde interrogation, il faut se rappeler que la nomination de Marcolino Moco là où la plupart des observateurs, y compris lui-même, attendaient plutôt Lopo de Nascimento, avait constitué une première surprise. On en avait conclu tout de suite, non sans raison, qu'il s'agissait pour le MPLA de répondre à des impératifs géopolitiques : face à la tentative de l'UNITA d'« ethniciser » le conflit angolais, il fallait un Premier ministre umbundu (ethnie de Jonas Savimbi) pour faire pièce à ce discours. Un tel calcul<sup>8</sup> s'est avéré bien vite de courte durée. En tout cas la pratique du chef de l'État a consisté à ne pas accorder une très grande importance politique à son Premier ministre, du moins à lui en ôter, au point de lui lier les mains en lui imposant un genre de rapports particulièrement humiliants, sans cependant se décider à le limoger beaucoup plus tôt. Quoi qu'il en soit, cette attitude contradictoire semble avoir obéi à un double calcul : la neutralisation d'un virtuel concurrent politique et la justification, aux yeux du peuple umbundu, du limogeage annoncé de la deuxième personnalité de l'État, censé symboliser la participation dudit groupe ethnique aux plus hautes sphères de la vie nationale.

Contrairement à son prédécesseur au secrétariat général du MPLA, M. Lopo de Nascimento a toujours, volontairement ou involontairement, fait figure de concurrent politique de José Eduardo dos Santos. À la mort d'Agostinho Neto, et bien qu'à ce moment il ait été en déchéance (il est

- 
4. D. FLORENTINO, *Raizes do porvir*, Luanda, UEA, 1996, 53 p.
  5. M. MOCO, *Um governo à prova da guerra* [entretiens avec Artur Queiroz], Porto, Edições Proeme, 1996, 112 p.
  6. *Op. cit.*, p. 110.
  7. Comércio actualidade, 61, 21 juin 1996.
  8. Cette hypothèse est jugée de manière plutôt contradictoire par Marcolino Moco lui-même. D'une part, il reconnaît dans ses entretiens avec le journaliste portugais Artur Queiroz que sa nomination « a fini par être providentielle » car « la guerre déclenchée par l'UNITA après les élections pouvait avoir une grande connotation tribale [Savimbi ayant même parlé de nettoyage ethnique]. Ma nomination [poursuit-il] a démenti tout cela et réconforté quelques millions d'Angolais. C'est la raison principale qui me pousse à me maintenir à mon poste » (Moco, *op. cit.*, p. 100). D'autre part, dans l'entretien accordé au journaliste angolais Ramiro Aleixo, il estime cependant que c'est d'abord par mérite personnel qu'il fut promu au poste de Premier ministre (*Falta coerência... , op. cit.* p. 4).

limogé de son poste de Premier ministre en 1978, environ un an avant le décès du premier chef d'État angolais), Lopo de Nascimento a en effet toujours figuré dans la liste des dauphins probables, ou tout au moins comme une personnalité de premier ordre et hautement crédible, avec laquelle il fallait toujours compter. À tel point que son nom apparut d'emblée dans l'opinion nationale et internationale dès qu'il fut question de réinstaurer le poste de Premier ministre (supprimé par Neto en 1978). Cette image tient sans doute autant d'une lecture trop rapide et caricaturale de la vie politique angolaise que d'un certain fond de réalité.

Le passage de Lopo de Nascimento à la tête du premier gouvernement de l'Angola postcolonial a marqué une époque contrastée de centralisation excessive du pouvoir politique et économique, et de difficultés consécutives à la conjoncture globale du pays, mais aussi d'une certaine crédibilité personnelle acquise par le chef du gouvernement auprès des Occidentaux. L'ouverture amorcée par lui très tôt en direction de l'Europe occidentale avait, malgré le caractère rebutant, pour les partenaires potentiels, du modèle soviétique adopté par le MPLA, créé autour de sa personne une image relativement modérée et positive, à laquelle Italiens, Espagnols, Scandinaves, voire Français (malgré de nombreuses réticences et l'hostilité ambiante de l'époque giscardienne) ne furent pas insensibles, comme en témoignent la signature de nombreux accords de coopération signés en particulier avec les pays de la CEE entre 1976 et 1978. Son limogeage, pour motifs de politique intérieure, et la dérive de la situation économique de l'Angola, accentuée par le renforcement de la situation de guerre civile et de destructrices invasions sud-africaines, n'entamèrent pas cette image tant sur le plan local qu'international. Fort de cette crédibilité politique, certes controversée et contestée mais encore relativement préservée tant au sein du MPLA qu'hors de ses rangs, Lopo de Nascimento apparaît toujours comme un probable recours. Lorsque le poste de secrétaire général est laissé vacant suite à la nomination de Marcolino Moco au poste de Premier ministre, la majorité des membres du Comité central du parti le préfèrent au candidat proposé par le président du parti. Dès lors, on s'attendit à une confrontation entre les deux personnalités. L'opinion générale au sein de la base du MPLA était que le retour de Lopo de Nascimento au sommet du parti (après une traversée du désert dans le sud du pays en tant que gouverneur de province) allait relancer l'activité des organes de base, paralysés et totalement vidés de leur substance militante au long d'un processus datant déjà des années 1980, et qui s'est accentué avec la fin du monopartisme. Cela supposait une certaine confrontation avec le président du parti. Celle-ci n'a pas véritablement eu lieu, de même que l'attente suscitée autour du nouveau secrétaire général ne s'est pas véritablement justifiée. Quatre ans après sa victoire électorale, le MPLA est en effet victime d'une situation qu'il a lui-même créée : la dérive affairiste de la plupart de ses dirigeants. Pour sa part, son nouveau secrétaire général n'a pas opéré de miracle : le parti est entré dans une situation d'immobilisme organisationnel, doublée d'une déjà bien longue absence de vrai débat politique en son sein. Il en résulte des situations de fait accompli devant lesquelles le parti est souvent placé ces dernières années, notamment en ce qui concerne le processus de paix en Angola. On reproche ainsi par exemple au Président de ne jamais consulter le parti avant ses rencontres avec Jonas Savimbi et de ne pas rendre compte de manière satisfaisante du

contenu des conversations. Justifiées ou non, ces critiques témoignent pour le moins d'une situation de crise de confiance au sein des instances dirigeantes, en particulier entre le Président et un ensemble de tendances hétérogènes de plus en plus critiques.

José Eduardo dos Santos avait d'abord pensé se présenter de manière individuelle aux élections présidentielles de septembre 1992. Il en fut dissuadé par la direction du parti. Sa semi-victoire (49,57% de voix contre 40,07% Savimbi) fait qu'il est devenu particulièrement redevable à son parti, sorti, lui, largement victorieux aux législatives avec 53,74 % de voix, et donc définitivement légitimé aux yeux de l'opinion nationale et internationale, au contraire de son président, dont la légitimation reste suspendue à un plus qu'improbable deuxième tour des présidentielles. Cette situation ne semble pas bien vécue, dans la mesure où une sorte de complexe de dépendance s'est installé, rendant le sort de José Eduardo dos Santos totalement lié à celui d'un parti vis-à-vis duquel il aurait sérieusement souhaité prendre un peu de distance afin d'apparaître comme le Président de tous les Angolais. Du coup, sa mainmise absolue sur les organes centraux du parti, par l'étouffement de toute tendance contestataire (dans une organisation traditionnellement divisée en tendances antagonistes) devient plus que jamais une question de survie politique personnelle, et non plus, comme naguère, à l'époque du monopartisme, une simple question de jeu d'équilibre ou de répression d'opinions contraires. C'est pourquoi plane sur le président du MPLA le soupçon de vouloir neutraliser l'appareil central du parti – et donc toute possibilité de contestation ouverte –, y compris par sa totale dépendance financière vis-à-vis du Futungo, afin de parer à toute concurrence pour le *leadership*. Cette contestation viendrait surtout de la vieille garde. Celle-ci crie à la trahison du peuple, abandonné à son sort et à la misère galopante tandis que le parti s'enferme dans l'affairisme et la corruption. Sans aller jusqu'à réclamer le retour à l'orthodoxie politico-idéologique, la vieille garde prône avant tout le retour à l'esprit du MPLA, entendu comme celui du maquis. Autrement dit le retour au peuple, suivant le slogan célèbre de son ancien président, Agostinho Neto, selon lequel « le plus important est de résoudre les problèmes du peuple ». Or, affirme-t-on, le MPLA actuel, engoncé dans l'affairisme, n'assure même plus le pain et le lait à bas prix aux populations comme dans les quinze premières années de l'indépendance.

Cette manifestation d'une opposition feutrée mais réelle à José Eduardo dos Santos s'est particulièrement illustrée en décembre 1995, lors d'une cérémonie en hommage au plus célèbre – et plus « orthodoxe » – des vétérans de la lutte de libération encore en vie : Lúcio Lara. Anciens combattants, anciens dirigeants des organisations de jeunesse, anciens cadres des organes centraux du parti se succédèrent à la tribune du cinéma Karl Marx, à Luanda, plein à craquer, pour demander au vieux dirigeant ému jusqu'aux larmes – et dont on souligna et loua avec insistance les « mains propres » (son incorruptibilité) – d'aider encore à retrouver le MPLA d'avant, celui d'Agostinho Neto. Ce fut l'occasion pour les orateurs de donner libre cours à leurs ressentiments, résultat de frustrations accumulées ces dernières années, et de dénoncer ce qu'ils considèrent comme un excès des concessions faites à l'UNITA. Entre temps, une idée fait son chemin : la formation d'un autre parti, plus à gauche, qui

récupérerait tous les déçus du « MPLA actuel », dans l'esprit du « MPLA d'avant », plus à l'écoute du peuple. Cette idée, qui ne date pas d'aujourd'hui il est vrai<sup>9</sup>, reste cependant encore assez marginale, au niveau de groupuscules informels élitaires, sans réelle prise sur la plus large base sociale du parti, indépendamment du capital symbolique personnel de chacun de ses promoteurs.

Même s'il n'a pas véritablement provoqué de remous visibles au sein du Comité central, l'esprit frondeur manifesté au cours de la cérémonie d'hommage à Lúcio Lara semble cependant avoir accru les craintes du Président de réunir dans l'immédiat et directement un congrès, à l'issue incertaine, auquel il préfère une conférence nationale du parti, sans pouvoir délibératif. En outre, partagé entre la fonction étatique et celle de président du MPLA, José Eduardo dos Santos semble avoir quelque difficulté à remplir entièrement cette dernière, au point de délaisser quelque peu le siège du parti, où il ne se rendrait que rarement. Cette situation lui a été à plusieurs reprises reprochée au cours des dernières réunions du Comité central, au point qu'il lui a été suggéré purement et simplement d'abandonner la présidence du parti pour se consacrer exclusivement à l'État (discours repris très opportunément par Jonas Savimbi comme l'une des conditions pour accepter la vice-présidence, qu'il a depuis définitivement refusée). Non seulement cette démarche a essuyé un refus catégorique de l'intéressé, mais en plus les organes centraux du parti se trouvent de plus en plus dépendants du palais présidentiel.

Une lutte d'influence sourde a en fait cours depuis 1993, d'une part autour de la question du rôle du président du parti, et d'autre part en ce qui concerne le secrétariat général. Il s'agit en réalité d'une lutte entre deux personnalités dont la rivalité politique est ancienne, comme il a été souligné plus haut. C'est que l'usure de plus en plus évidente de l'image politique du président José Eduardo dos Santos, autant que la mise en cause – encore souterraine il est vrai – de sa qualité de président du parti, commencent à poser la question du plausible dauphin, même si cela fait partie des questions taboues, que l'on se contente d'évoquer dans des conversations informelles au sein de la base militante. Or, même largement controversé et ne faisant pas l'unanimité au sein du parti, Lopo de Nascimento apparaît toujours, peut-être même à son corps défendant, comme le plus sérieux candidat à la succession. À l'expérience, ce genre de situation est toujours lourd de dangers pour l'intéressé, d'où l'extrême fragilité de la situation politique de Lopo de Nascimento. Surtout parce que, comme presque toujours depuis toutes ces années, cette lutte se déroule en circuit fermé, au sommet, sans la participation de la base militante, devenue spectatrice impuissante et travaillée par un fort courant de défection. Il y a en effet comme une peur d'avoir à affronter cette base à travers ce qui est souhaité par une large couche militante : l'organisation urgente d'un congrès extraordinaire afin de « mettre de l'ordre » et « demander des comptes » à la direction du parti dans son ensemble. Cette échéance est également ardemment souhaitée par les tendances qui, au sein des organes de direction, voudraient une remise en cause du rôle du président du MPLA et

9. Cette volonté de se démarquer de la « dérive droitière » du MPLA avait commencé à se manifester, au sein d'une petite minorité de cadres, dès le début de la perestroïka angolaise, que l'on peut situer vers la fin des années 1980, lorsqu'une aile du parti, sensible à ce qui se passait en URSS dès cette époque, commença à remettre en cause ses « idéaux » de gauche.

une restructuration radicale du parti, en vue de sa « remise en mouvement » par la revalorisation du rôle de certains vétérans mis sur la touche et qui jugent avec sévérité la situation de vide politique au sein du parti et la soumission de celui-ci aux aléas du processus de paix. Au lieu de quoi, on a plutôt décidé l'organisation de la conférence nationale du parti. C'est au moins autant le signe d'une impuissance des tendances critiques au sein du Comité central qu'une victoire de la tendance présidentielle. La conférence devrait permettre à celle-ci de tester le niveau actuel de contestation du rapport de forces, et de se préparer en conséquence au congrès. Le report *sine die* de cette échéance, prévue auparavant pour le mois d'octobre, a été officiellement justifié par « la nécessité d'élargir le débat » au niveau de la base. Entre autres facteurs de difficultés éprouvées dans son organisation, il y a les critiques formulées par cette même base militante quant à la manière, jugée peu claire, dont était en train de se faire le choix des délégués.

### **Corruption, dérive mafieuse et tension sociale**

Cette lutte au sommet se déroule sur fond d'une dérive globale de la situation politique, économique et sociale. La question fondamentale à laquelle le gouvernement et tout particulièrement le MPLA en tant que parti au pouvoir, se trouvent confrontés aujourd'hui n'est plus véritablement celle de la guerre et de la paix en Angola, mais bien de l'urgence d'un redressement économique et social, face aux risques omniprésents d'une guerre sociale aux conséquences imprévisibles. Car, malgré ses tribulations et la lenteur de son application, le processus de paix angolais est irréversible. Malgré les derniers développements inquiétants, l'UNITA ne peut plus revenir à un état de guerre sans se placer dans une situation suicidaire politiquement, mais aussi – dans une moindre mesure il est vrai – militairement. Entre deux discours tonitruants et contradictoires, Jonas Savimbi semble avoir pris la mesure d'un tel risque ; et s'il continue de faire planer la menace d'un retour à la guerre et de jouer visiblement sur l'usure de l'adversaire, cela relève à mon avis d'un calcul politique. C'est que, même entourée de doutes et de suspicions<sup>10</sup>, la démobilisation de ses troupes laisse l'UNITA dans une virtuelle situation de fragilité, face à un adversaire tout aussi retors, qu'elle avait commis l'erreur de sous-estimer en 1992. En outre, l'application intégrale, rapide et sans tergiversations du protocole de paix de Lusaka poserait à l'UNITA un gros problème : la remise au gouvernement central des riches régions diamantifères qu'elle occupe un peu partout dans le pays, en particulier dans les Lunda, et dont elle retire aujourd'hui l'essentiel de son autofinancement et de la richesse de son chef. Pour Jonas Savimbi en tout cas, il n'est pas question de remettre les mines de diamant contrôlées par son mouvement aux

10. Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Angola reconnaissait lui-même, en septembre 1996, ce que le gouvernement angolais dénonçait depuis longtemps, à savoir que les soldats démobilisés par l'UNITA étaient en grande partie des adolescents, tandis que tout indiquait à cette même date que l'ancien mouvement rebelle n'avait pas encore livré le gros de son armement lourd ; d'où la hantise d'une répétition de ce qui s'était passé en 1992, après les élections, lorsque l'UNITA redéploya une armée intacte, que les Nations unies disait pourtant avoir fait démobiliser.

« généraux du gouvernement »<sup>11</sup>. Alors il tergiverse autant qu'il le peut, profitant d'une part du faible dynamisme de la diplomatie gouvernementale et d'autre part de la multiplication d'intérêts particuliers chez ses adversaires, dans le cadre de la dérive mafieuse en cours dans tout le pays. En fait Jonas Savimbi semble avoir aujourd'hui en tête plutôt une « guérilla institutionnelle », au regard des larges brèches que lui offrent les institutions issues du double scrutin de 1992, dont le mandat légal arrive à expiration en octobre 1996.

La question de la corruption dans laquelle s'enfonce la classe politique angolaise fait partie des tabous que même l'opposition n'évoque que de manière prudente. Cette dérive joue comme un antidote à chaque tentative de réformes économiques : frappés d'emblée du sceau de la corruption à outrance – il y a des ministres auxquels l'opinion publique a donné des sobriquets tels que « Monsieur Trente-pour-cent », « Monsieur Dix-pour-cent », etc. –, les gouvernants angolais en sont d'autant moins crus chaque fois qu'ils parlent de prendre des mesures en vue de l'amélioration de la situation sociale des populations. La détérioration de celle-ci, au début de l'année 1996, était telle que des rumeurs de manifestations de protestation contre la cherté de la vie, voire de mutinerie, ou tout simplement de coup d'État militaire avaient mis la ville de Luanda en situation fébrile. Si les rumeurs de coup d'État semblaient moins fondées – on y reviendra –, les risques d'agitation sociale par contre correspondaient à une situation d'extrême tension sociale dans la capitale, corroborée par le déploiement de la police anti-émeute dans toute la ville, et par les avertissements lancés par les autorités à travers la presse officielle contre les « fauteurs de trouble » et autres « pêcheurs en eau trouble »<sup>12</sup>.

Secteur sensible de la vie nationale s'il en est, l'armée vit également une situation sociale difficile, notamment en ce qui concerne les échelons subalternes, qui ont vécu pour beaucoup des mois sans soldes. Même versé avec régularité, leur traitement ne suffit cependant pas à joindre les deux bouts, comme c'est du reste le cas dans tous les autres secteurs sociaux. Or, dans cette même corporation, une partie significative des officiers supérieurs mènent, selon une expression courante, une « vie de lords ». Du coup, la grogne au sein des officiers subalternes vient s'ajouter au mécontentement social général, justifiant les rumeurs de coup d'État. Si la probabilité d'une mutinerie n'est pas à écarter, même prise avec beaucoup de réserve, un coup d'État dans les conditions actuelles que connaît aujourd'hui l'Angola semble hors de question, pour au moins deux raisons principales. D'une part, la conjoncture actuelle, marquée par une probabilité toujours présente de nouvelles confrontations avec l'UNITA et par une restructuration des Forces armées angolaises (FAA) dans le cadre du processus de paix, ne laisse aucune possibilité d'organisation d'un complot sérieux en leur sein qui ne soit pas coiffé par la plus haute

11. Déclarations à l'hebdomadaire portugais *Mundo africano* (Lisbonne), 5 juil. 1996, 16 p.

12. Le père Konrad, dit « Barbas » (le « barbu », à cause de sa longue barbe grise). De nationalité allemande, arrivé il y a sept ans en Angola, ce prêtre fut pris en juin 1996 en flagrant délit de distribution de tracts appelant à manifester contre la montée du coût de la vie. Après avoir voulu en faire un bouc émissaire, les autorités temporisèrent en ramenant l'affaire à une plus simple dimension et l'incriminé fut condamné à une peine symbolique de deux mois de prison avec sursis, applicable dans deux ans. Pour sa défense, le père Konrad justifia son geste par le désespoir que lui causait l'afflux dans sa paroisse de personnes démunies à l'extrême, pour lesquelles il ne pouvait parfois rien faire de moyen.

hiérarchie militaire. Or, d'autre part, cette même hiérarchie participe au circuit restreint de prébendes et de redistribution des priviléges exorbitants que s'octroie la classe politique en général dans une situation caractérisée par le désordre économique et des trafics d'influence et de tout genre. De sorte que cette situation ne lui est pas *a priori* défavorable au point de provoquer un *pronunciamiento* militaire, au risque de s'aliéner la communauté internationale, d'autant plus que celle-ci est omniprésente à travers la mission des Nations unies pour l'Angola. En outre, le pragmatisme et la prudence de la haute hiérarchie militaire angolaise, depuis l'époque des FAPLA (Forces armées angolaises issues de la guerre de libération) et que symbolisa pendant plus de quinze ans le général Pedro Maria Tonha, dit Pedalé, mort en 1995, sont connus et constituent un fait non négligeable, qui compte dans sa culture politique. On ne saurait négliger une telle donnée dans l'analyse du rapport au pouvoir politique de l'armée angolaise, telle qu'elle se présentait encore avant les grands bouleversements consécutifs à l'application des accords de paix – intégration de soldats et officiers généraux de l'UNITA.

Si divergences importantes il y a eu entre la haute hiérarchie militaire et le pouvoir politique, celles-ci relèvent à ce jour, essentiellement, de questions tactiques face à la question de la guerre et de la paix, et du conflit avec l'UNITA. En l'occurrence, si des oppositions sont apparues entre l'état-major général des forces armées et la présidence de la République, au plus fort du conflit postélectoral notamment, quant à la conduite de la guerre, celles-ci se sont atténuées et les contradictions pouvant exister actuellement ne semblent pas polarisées au point de provoquer une rupture qu'aucune des deux parties – pouvoir et armée – ne souhaite de toute manière. Ceci dit, des conflits de personnes, dans le cadre de la concurrence pour les places au sein de la hiérarchie militaire, rythment encore, il est vrai, les rapports à l'autorité politique, donnant lieu à des manœuvres d'arrière-cour et des trafics d'influence dont le chef de l'État sait tirer habilement parti dans la gestion clientéliste du rapport à l'armée. Cette situation permet en outre au Futungo, en jouant sur des questions de trajectoires politico-militaires individuelles, voire de coloration raciale et d'affinités d'intérêts, de maintenir un état de division au sein des officiers supérieurs, atténuant de la sorte toute possibilité d'une coalition militaire susceptible de menacer un tant soit peu les institutions politiques établies, en l'occurrence l'autorité du chef de l'État.

La situation actuelle en Angola est de tous les dangers, sauf celui d'un coup d'État militaire. Ces dangers, le pouvoir politique ne les attend même pas de l'opposition dite civile. Sans expression malgré ses efforts dans le cadre du débat parlementaire ou de coordination des actions des partis, prise au piège des miettes de priviléges qu'elle a commis l'erreur de revendiquer dès le début et que le MPLA s'est dépêché de lui concéder, non sans un calcul politique qui semble porter ses fruits – la compromission avec un état d'injustice sociale qu'elle aurait pu utiliser comme objet d'agitation politique –, et enfin manquant visiblement d'audace face au pouvoir en place – très habile à exploiter sans y paraître les ambitions individuelles au sein de chacun desdits partis –, l'opposition parlementaire et civile reste peu crédible et largement marginale dans le processus en cours en Angola, qui se caractérise par une bipolarisation certaine MPLA-gouvernement/UNITA. Cette marginalité est apparue, avec évidence, au

cours de la première grande tentative de mobilisation politique unitaire qu'elle ait jamais tentée, en juin 1996 : malgré de longs jours de mobilisation médiatique, quatorze partis organisés dans le groupe des POC<sup>13</sup> (Partis de l'opposition civile) furent incapables de remplir une modeste salle de cinéma. Accuser, comme d'aucuns l'ont fait, le parti au pouvoir d'avoir été responsable de cet échec ne me semble pas sérieux et risquerait de conforter l'opposition civile dans un discours accusateur et inefficace, qui tend à cacher ses faiblesses intrinsèques.

Dans un pays où le manque de tradition syndicaliste, et surtout d'une organisation syndicale forte et dynamique<sup>14</sup>, pose de plus en plus le problème de la médiation sociale, cette faiblesse de l'opposition civile ajoute à la difficulté de décantation du paysage politique angolais, et facilite le jeu du régime : à chaque menace d'agitation sociale, il mobilise la police d'intervention rapide et parle d'agitateurs qui auraient des accointances avec une force politique qui, même non nommée, a pour nom UNITA. Le vieil épouvantail fonctionne de la sorte avec une facilité à laquelle seul un mouvement syndical fort et une opposition plus dynamique et audacieuse pourraient faire face. Assommé par une impitoyable misère à laquelle il ne peut faire face avec son seul salaire, et devant la menace omniprésente de répression de toute velléité de manifestation, le modeste travailleur angolais devra donc encore se contenter de râver ses frustrations, à faute de mieux. Et il ne semble pas que la promesse d'une « Nouvelle vie » soit venue créer une quelconque expectative dans une société saturée de promesses non tenues pour l'essentiel, ou qui tardent à se concrétiser : promesse d'une vie meilleure rythmée par les échecs répétés de tous les programmes de redressement économique ; promesse d'une paix à laquelle on ose à peine croire, tant elle bute sur trop d'obstacles et d'intérêts particuliers dans les deux camps. En l'occurrence, les enjeux économiques de la répartition géographique du rapport de forces se jouent aujourd'hui autour des mines de diamant. Si depuis toujours l'UNITA a su exploiter les ressources naturelles des zones qu'elle occupait, une évolution identique s'est fait jour du côté gouvernemental, sur la base d'intérêts particuliers, au détriment de l'État lui-même, notamment dans les deux provinces des Lunda. Naguère d'accès restreint du fait de l'exploitation diamantifère, la région des Lunda – actuellement divisée en deux provinces, Lunda Nord et Lunda Sud – a rapidement constitué un enjeu militaire essentiel pour l'UNITA, qui y a pris pied à partir de la guerre post-électorale, s'y taillant de larges pans de terres parmi les plus riches en diamant, dont l'exploitation est estimée aujourd'hui globalement entre quatre cents et six cents millions de dollars américains de revenus annuels. Mais l'anarchie dans cette région a commencé bien avant, en particulier avec la promulgation de la Loi sur la libre commercialisation du diamant. Dès lors, des aventuriers de tout acabit, venus de tous les horizons d'Afrique et d'Europe notamment, ont envahi le territoire pour s'y livrer au *garimpo* –

<sup>13</sup> Il existe aujourd'hui au total cent un partis enregistrés au Tribunal suprême, à Luanda.

<sup>14</sup> L'UNTA (Union des travailleurs angolais, ancien syndicat unique) vient d'éclater après la dissidence de son secrétaire général, M. Manuel Maria Difuila, désormais à la tête d'une centrale de syndicats libres. Le seul syndicat ayant à ce jour fait preuve d'efficacité est celui des enseignants, le SINPROF (Sindicato nacional dos professores), auteur de plusieurs grèves de revendications salariales durant toute les années scolaires 1994-95 et 1995-96.

exploitation illégale de pierres et métaux précieux. On comprend, dès lors, que cette ruée ait concerné à plus forte échelle encore les nationaux, surtout ceux disposant de la moindre parcelle de pouvoir susceptible de faciliter un *garimpo* plus organisé, mieux pourvu matériellement et bénéficiant de toutes sortes de protections officieuses – ou tout au moins d'un silence complice et significatif du pouvoir central. Il est vrai que celui-ci a tenté d'organiser cette liberté d'exploitation, non officielle, par la vente de concessions à des particuliers. Mais celles-ci sont venues quelquefois officialiser un état de fait préexistant et sont en réalité l'arbre cachant la forêt de l'exploitation illégale. Cette situation justifie les rumeurs les plus extraordinaires sur cet Eldorado angolais, sur la possession par tel officier supérieur ou telle personnalité « intouchable » d'une drague transportée spécialement de tel pays et qui serait arrivée par avion à partir de Luanda, au vu et au su de tout le monde, etc. Ces rumeurs reposent au moins sur un phénomène indéniable : la dérive gangstérise et mafieuse prise par l'exploitation diamantifère en Angola, où UNITA et autres groupes de diverses origines se font face.

Dans cette lutte effrénée pour l'enrichissement rapide sous le couvert d'une anarchie économique subtilement entretenue, il se structure un processus tel que l'aurait décrit John Steinbeck<sup>15</sup> : les groupes se forment, s'organisent, avec leurs solidarités et leurs conflits internes, se donnent des normes et des codes de conduite et d'autogestion, et surtout se procurent, à la longue, des moyens d'autoprotection. Or, dans une situation de concurrence où le plus grand *garimpeiro* se trouve être une organisation rebelle lourdement armée, face à d'autres particuliers, également armés, issus des forces gouvernementales, l'usage de moyens belliqueux risque de se généraliser, même pour les plus petits groupes, dans un pays où les armes circulent comme de vulgaires marchandises. D'autant que, on l'a dit, même si elle accepte par ailleurs de se laisser désarmer plus ou moins rapidement, l'UNITA ne semble pas être prête à le faire, en tout cas pas de si tôt et totalement, dans cette région précise, quitte à faire encourir au processus de paix de nouveaux risques de dérapage si jamais son *garimpo* devait être remis en cause par le gouvernement central<sup>16</sup>. À moins bien entendu qu'elle n'arrive à un *modus vivendi* avec ce dernier, ce qui permettrait à Jonas Savimbi de garder la haute main sur au moins une partie de cette riche région, même sous le couvert d'une entreprise légalement constituée et de droit angolais. Au point où on en est arrivé, et au regard d'autres grandes concessions politiques faites à l'ex-rébellion, cette hypothèse semble plus que probable : elle serait même déjà mise en route<sup>17</sup>. Cela légitimerait du coup le *garimpo* le mieux organisé, bénéficiant de toutes les protections officieuses possibles. Le *garimpeiro* étranger continuerait sans doute seul à en être écarté ; mais, de même que des alliances entre *garimpeiros* nationaux et étrangers ne sont pas exclues, des intérêts concurrents des *garimpeiros* nationaux pourraient bien donner naissance à des confrontations entre groupes, voire à l'intérieur même de

15. J. Steinbeck, *Les raisins de la colère*, Paris, Gallimard, 1947.

16. Déclarations de Jonas Savimbi, *Mundo africano*, op. cit.

17. Selon la feuille confidentielle angolaise Actual Fax (41, 22 juil. 1996), proche du gouvernement, c'est plutôt de l'extérieur que l'UNITA aurait créé et installé un holding d'exploitation et d'exportation du diamant et autres pierres ou métaux précieux. Cette hypothèse n'exclut pas a priori celle avancée ici.

chaque groupe, dans la bonne logique de toute situation mafieuse, dans cette région à forte concentration d'hommes en armes, où « tout le monde est militaire » selon un organe de presse local<sup>18</sup>. On meurt déjà beaucoup dans les Lunda pour la moindre pépite de diamant et plus d'un trafiquant a déjà été enterré dans la capitale du pays, victime de règlements de comptes intra ou intergroupes.

Les provinces des Lunda restent donc un lieu à hauts risques de confrontation entre groupes dans la fièvre du diamant qui y sévit, relayée, il est vrai, par des tractations d'officine dans la capitale du pays. À court ou moyen terme, les deux provinces risquent de devenir des zones sinistrées : d'une part, la désertion des écoles par les enfants au profit du *garimpo* et la détérioration même du système éducatif<sup>19</sup> risquent, aux dires même des locaux, de faire des Lunda une « région de riches analphabètes » ; d'autre part, le délaissement en conséquence de l'activité agricole crée une situation insoutenable de dépendance alimentaire, sur des terres pourtant fertiles et pourvues d'un riche réseau hydrographique. Sans compter que, du point de vue de l'administration territoriale, le gouvernement central se trouve d'ores et déjà devant un terrible défi – celui d'affirmer son autorité sur cette parcelle du pays : ou il laisse aller les choses au profit d'intérêts particuliers, auquel cas il en perdrat largement le contrôle au bénéfice d'une organisation mafieuse disposant d'une vaste extension territoriale extra-nationale – notamment à partir de la République du Zaïre, principal centre de transit du diamant angolais issu du *garimpo* vers l'extérieur –, ou il décide de reprendre les choses en mains et sans concessions, auquel cas il devra envisager de toucher jusqu'à des intérêts « hautement protégés » dans les sphères du pouvoir.

### **Les dangers d'une dérive « ethnico-régionale »**

L'élite intellectuelle angolaise réagit toujours avec émotion et de manière épidermique à toute allusion à des manifestations ou pratiques « tribales » ou « ethnico-régionales » au sein de la société angolaise. Soit on rejette toute idée de telles pratiques, dont serait exempte, dans l'opinion de certains, la société angolaise, entendue déjà comme une « nation », soit, et dans certains cas spécifiques, on se dit victime de discriminations et de brimades de tout genre du fait de son appartenance à une ethnie donnée, qui serait marginalisée par le pouvoir en place<sup>20</sup>. La guerre avait, il est vrai, relativement obscurci la question et on soutiendrait difficilement qu'il s'est agi d'un conflit « tribal » ou « ethnique ». L'évolution de celui-ci vers l'apaisement et les tribulations du processus démocratique angolais ont, cependant, engendré le réveil de ressentiments qu'on tricherait à ne pas qualifier de « tribaux » ou d'« ethnico-régionaux », quelques réticences que l'on éprouve à l'égard de ces notions et de leur dérive idéologique. Le phénomène, très visible au départ en ce qui concerne les provinces

18. *Actual Fax*, 38, 8 juillet 1996.

19. Voir l'article que consacre à ce sujet le quotidien gouvernemental *Jornal de Angola* dans son édition du 9 octobre 1996.

20. J.-M. MABEKO-TALI, *Les Bakongo et la transition démocratique en Angola : démocratie, ou équilibre ethnico-régional ?*, Luanda, Mission de coopération et d'action culturelle, Rapport de mission, 1992, 41 p + annexes ; multigr. Extrait publié sous le titre « La chasse aux Zaïrois », dans *Politique africaine* (Paris), 57, mars 1995.

productrices de pétrole et de diamant – principaux produits d'exportation de ces vingt dernières années –, touche aujourd'hui toutes les provinces et tous les principaux groupes ethno-linguistiques. Ce regain organisé d'intérêt pour les régions d'origine de la part des cadres résidant et occupant diverses fonctions dans la société centrale, a agi de manière générale sous le couvert d'« associations » de natifs (exemple l'Association de natifs du Moxico, de Benguela, du Bié, etc.). Leur création est encouragée par le pouvoir, non sans un calcul politique, tant dans le sens d'en contrôler les actions que dans l'optique de futures échéances. Elles se donnaient au départ des buts de bienfaisance ; très vite cependant, elles se sont avérées abriter des intérêts affairistes. Ceux-ci vont constituer un premier facteur de discorde internes, le second facteur étant les divergences de stratégies. Ces divergences multiples ont fini par les rendre inopérantes, au bénéfice d'évolutions individuelles, dans la fièvre affairiste qui sévit dans le pays. Cependant, depuis quelque temps, une seconde phase de regroupement s'amorce, mais en dehors du cadre initial. Informelle et encore peu visible, cette nouvelle phase prend racine dans les frustrations accumulées au sein des élites régionales et leurs « représentants » au sein de la société centrale, de sorte que les motivations de base restent essentiellement de nature vindicative. Elles jouent sur le sempiternel reproche fait au pouvoir central de limiter l'Angola à la capitale et de ne manifester d'intérêt pour une province, une région donnée que lorsque celle-ci donne à l' « ogre luandais » de quoi se mettre sous la dent, tandis que le pays profond est laissé à l'abandon.

À l'avant-garde de ce discours accusateur se trouvent les élites originaires des régions pétrolières et diamantifères et, dans une moindre mesure, du Bié, du Cunene et du Moxico. Dans ce dernier cas, notamment, les frustrations de divers ordres sont d'autant plus politisées que leurs promoteurs sont pour l'essentiel issus des cercles du pouvoir, notamment du MPLA. Ils rappellent en effet, avec amertume, que les régions et les populations de l'Angola oriental – Moxico et Cuando-Cubango, qui constituèrent naguère la III<sup>e</sup> Région politico-militaire de la guérilla du MPLA<sup>21</sup> – ont apporté la « plus grande contribution » à la lutte de libération anticoloniale du MPLA et que, vingt ans après l'indépendance, elles continuent d'être abandonnées à leur sort de *terras do fim do mundo* (« terres du bout du monde »). La question prend d'autant plus de relief maintenant que la fièvre diamantifère gagne déjà le Centre-Sud du pays : le Bié, la Huila, le Cuando-Cubango, où l'existence de diverses pierres et métaux précieux est confirmée, tandis que l'on parle d'investissements futurs de la firme anglo-américaine De Beers, principal partenaire du gouvernement dans l'exploitation du diamant des Lunda. Cela fait craindre déjà aux originaires desdites provinces une nouvelle ruée des Kaluanda (habitants de Luanda), toujours prompts à « tirer parti » de toutes les opportunités de « piller » les autres provinces. Cette perspective nourrit, de plus en plus, un discours d'abord anti-kaluanda – et non spécifiquement anti-mbundu –, mais qui tend à devenir carrément et globalement ethno-régionaliste. En outre, l'hypothèse – envisagée dans certains milieux – de l'abandon volontaire du pouvoir par le président José Eduardo dos Santos

21. Voir J.-M. MABEKO-TALI, *Dissidences et pouvoir d'État : le MPLA face à lui-même (1962-1977)*, Paris, Université de Paris VII, thèse de doctorat, 1996, 2 vols, 583 p. + 257 annexes.

à la fin de cette longue transition relance la concurrence entre élites ethnico-régionales, mais surtout au sein même de l'élite politique mbundu elle-même.

Après avoir pratiquement perdu l'essentiel du pouvoir depuis la mort d'Agostinho Neto, les Catete – sous-groupe ethnique mbundu, dont il était originaire – se préparent aujourd'hui à la relève. À ce titre, Roberto de Almeida, l'actuel président de l'Assemblée nationale, serait l'élément catete le plus en vue dans cette marche vers la reprise en mains du pouvoir par une élite qui n'a pas manqué la moindre occasion de manifester ses frustrations d'« orpheline politique » de Neto et son opposition, en sourdine, à un chef de l'État dont elle ne semble cautionner qu'à demi la légitimité de « successeur naturel » de ce dernier. Membre du Bureau politique du MPLA, ancien secrétaire à l'Information et à la propagande du Comité central, Roberto de Almeida était tombé en disgrâce et avait été « exilé » dans le sud, dans la province de la Huila. Revenu à Luanda en tant que député à la faveur des changements législatifs issus des élections de 1992, il apparaît dans l'opinion comme le *leader* de la tendance critique au sein des instances dirigeantes du parti, et l'un des ténors du discours anti-corruption au sein du MPLA. Un sondage réalisé par une radio privée luandaise le plaça même en tête des personnalités susceptibles de diriger la « Haute autorité contre la corruption » – un projet promu par le MPLA, mais resté lettre morte depuis... Face à lui, il y a cependant França van Dunem, l'actuel Premier ministre, qui est indubitablement la carte la plus importante dont dispose José Eduardo dos Santos pour son éventuelle succession à la tête de l'État ; tandis qu'au niveau du parti, notamment du secrétariat général, João Lourenço, le secrétaire à l'Information du Comité central, fait face à Lopo do Nascimento. Cette course au pouvoir relance déjà le réveil d'oppositions inter-, voire intra-ethniques, certes feutrées mais réelles, au sein du parti, comme en témoignent certains slogans hostiles aux Ovimbundu, lancés par certains participants à la manifestation dite « spontanée » de soutien au chef de l'État au lendemain du limogeage de Marcolino Moco (voir *supra*)<sup>22</sup>.

Ajoutée aux oppositions intra-élitaires au sein de la société centrale, dans la lutte pour les places<sup>23</sup>, cette dérive vers un réveil et une radicalisation de ressentiments « ethnico-régionalistes » vient gonfler la liste des dangers qui guettent l'Angola, dans un cadre social potentiellement explosif et un processus de transition politique particulièrement tortueux, dont la transition démocratique, tant attendue, reste en suspens.

*Luanda, juillet-août 1996*  
**Jean-Michel MABEKO-TALI**

22. *Comércio Actualidade*, 60, 12 juin 1996.

23. Les autorités angolaises ont entrepris depuis le mois de juillet 1996 d'expulser massivement les étrangers « illégaux ». En dehors de toute autre considération sur une question qui relève de la totale souveraineté de l'État angolais, il ne serait cependant pas trop de relever ce qui me semble d'ores et déjà acquis, au regard des prémisses actuelles et des expériences passées : ces expulsions massives précèdent une phase inévitable de réveil d'intolérances « internes », le retour d'un discours pan-nègre au sein de l'élite noire, au détriment des Angolais blancs et métis, et le renforcement de velléités ethnico-régionales.